

Conseil National du Parti Socialiste – samedi 9 avril 2011

Préparation du Projet socialiste pour 2012

Intervention de Pierre-Alain Muet

Chers camarades, chers amis, en 2012 le bilan économique et social de dix ans de majorité de droite tiendra en trois mots : une explosion de la dette, elle aura doublé, passant de 900 milliards d'euros en juin 2002 à 1800 milliards en juin 2012, une explosion du chômage et une explosion des inégalités.

Notre projet répond à ces trois défis et dessine une stratégie précise pour répondre à la situation conjoncturelle que nous trouverons en 2012.

Elle sera caractérisée par un déficit des finances publiques qui restera abyssal, par un chômage de masse, par une demande qui se sera à peine redressée depuis l'effondrement de 2009 et qui restera inférieure de près de 8 points aux capacités de production de l'économie.

En même temps, nous serons confrontés à une compétitivité complètement dégradée se traduisant par un déficit extérieur massif.

Résoudre cette situation particulière suppose d'agir simultanément sur trois leviers. Le premier levier, c'est redonner du pouvoir d'achat, c'est favoriser la création d'emplois ; c'est ce que nous ferons avec la réforme fiscale et aussi, surtout au début, avec les 300 000 emplois d'avenir, qui se substitueront à cette politique absurde de subvention aux heures supplémentaires qui coûte 4 milliards d'euros à nos finances publiques et détruit près de 70 000 emplois.

C'est la façon la plus efficace d'augmenter la croissance à court terme, et c'est aussi la façon la plus sûre de rétablir la confiance car, alors que la seule perspective que le gouvernement propose à la jeunesse, c'est le chômage ou la précarité, il faut rappeler que le dispositif que nous mettrons en place, qui s'inspire des emplois-jeunes, avait à l'époque permis à 300 000 jeunes de retrouver au bout d'un an et demi un emploi en CDI.

Deuxième point : une politique industrielle volontariste sur toute la législature, avec certes des financements nationaux, une banque publique d'investissement, mais une politique articulée et appuyée sur le savoir-faire de nos régions et de nos grandes agglomérations à travers des pôles de compétitivité renforcés.

Troisièmement : une réduction continue des déficits, résultant d'une politique sélective des dépenses et d'une progression des recettes induite par l'augmentation des revenus mais aussi par une réforme fiscale qui supprimera tous les dispositifs faisant que notre fiscalité est totalement injuste.

Il faut rappeler que la fiscalité des revenus, qui s'est réduite comme une peau de chagrin, est aujourd'hui régressive pour les très hauts revenus : plus on monte dans l'échelle des hauts revenus, plus l'impôt diminue. C'est seulement 25% du revenu pour les mille plus hauts revenus, et on tombe en dessous de 20 % pour les dix plus hauts revenus. C'est la même chose du côté des entreprises : pour l'essentiel, l'impôt sur les sociétés pèse sur les PME, qui paient un taux proche des 33 %. Quand on monte dans l'échelle de la taille des entreprises, l'imposition diminue : ce n'est plus

que 8 % pour les entreprises du CAC 40, et pour la plus grande d'entre elle, vous la connaissez, c'est 0.

Nous avons besoin de remettre de la justice dans notre fiscalité et en remettant de la justice, nous remettrons aussi de l'efficacité. C'est parce que nous agissons sur ces trois leviers ensemble que nous pourrons résoudre les problèmes de notre pays.

Si on se contentait de relancer l'emploi avec les emplois d'avenir sans l'accompagner d'une politique industrielle sur toute la législature, certes on relancerait la croissance, mais pas durablement. Et si une politique industrielle était lancée sur toute la législature sans avoir au préalable relancé la demande, eh bien elle se perdrait dans les sables, elle se diluerait sans impact durable sur l'offre et la compétitivité

Quant à la réduction des déficits, une chose est sûre : ce n'est pas par des politiques d'austérité qu'on résout ce problème, ce n'est pas par des politiques d'austérité telles que celles que mène le gouvernement qu'on peut réduire les déficits, car le résultat est évident : cette politique va conduire rapidement notre pays à une faible croissance, qui au total laissera les déficits inchangés.

Oui, notre projet est cohérent, et nous savons que par la combinaison de ces trois leviers de politique économique, nous pouvons relancer la croissance alors même qu'aujourd'hui elle est inférieure à 2 %, alors même que les instituts prévoient une croissance à peine supérieure à 2%, plutôt inférieure dans les années qui viennent, nous nous disons que nous pouvons bâtir une croissance durable, solide, de l'ordre de 2,5 %. Nous le disons car notre projet donne les éléments de cette croissance.

Vous me direz, 2,5 %, c'est ce que fait le gouvernement dans ses prévisions à moyen terme.

Oui, c'est comme cela qu'il annonce que demain, il réduira les déficits qu'il n'a pas réduits aujourd'hui. Mais je vous le dis, mes chers camarades : à quel moment la droite au pouvoir a-t-elle fait 2,5 % de croissance ?

Jamais depuis 20 ans.

Sous Sarkozy, c'est 0 %. La droite nous dit qu'il y a la crise.

Sous Chirac, il n'y avait pas la crise, la croissance mondiale était exceptionnelle, la France faisait 2 % quand l'Europe faisait 2,5 %.

Sous Balladur et Juppé, ce n'était que 1,5 % quand l'Europe était à plus de 2 %.

Oui, il n'y a qu'une période où la France a fait plus de 2,5 % de croissance, elle a d'ailleurs fait sur toute cette période plus de 3% de croissance, c'était de 97 à 2002, et c'était nous qui étions au pouvoir.

Pourquoi avons-nous fait cette croissance ? Pour une raison très simple : ce n'est pas la croissance européenne qui expliquait les performances de la France, l'Europe à l'époque ne faisait que 2,5%, c'est parce qu'à cette époque-là, par une politique active de l'emploi, nous avons créé 400 000 emplois chaque année.

Je le dis souvent : ce n'est pas la croissance qui fait l'emploi, c'est l'emploi qui fait la croissance. Quand on a compris cela, on comprend que l'on peut changer complètement la donne et faire ce que nous avons fait, c'est-à-dire réduire les déficits publics sans aucune politique d'austérité, sachant que la seule période où les déficits ont été réduits, c'est de 97 à 2002.

Puisque je parle de croissance, il y a un autre sujet que prend en compte notre projet, c'est une croissance respectant le développement durable et je salue l'évolution du texte depuis la dernière semaine puisqu'il rétablit une contribution climat-énergie nationale, et je continue à dire qu'une contribution climat-énergie nationale, inscrite dans une grande réforme de la fiscalité qui permet qu'elle soit progressive, qu'elle compense le coût que représente cette contribution pour les ménages modestes, et qu'elle fasse plus que compenser car nous ferons une vraie redistribution, une telle contribution est un facteur de compétitivité nationale car plus vite nous sortirons de la dépendance au carbone, plus notre économie sera compétitive.

Notre texte dit qu'il faut sortir de la dépendance au nucléaire et au pétrole, et il y a ici un chemin étroit à long terme pour une transition énergétique radicale vers une économie à la fois économe en carbone et affranchie à long terme du nucléaire.

Je trouve que c'est un projet important, ambitieux, sérieux, c'est un projet qui nous rassemble, qui pourra rassembler la gauche, c'est un projet qui pourra surtout contribuer à tracer un avenir pour notre pays.